

qu'aucun autre gouvernement fédéral du Canada ne l'avait fait depuis longtemps. J'ai bon espoir que nous atteindrons notre objectif en fin de compte, quoi qu'en dise mon honorable ami.

L'hon. M. Hees: Si le gouvernement s'est plus soucieux qu'aucun autre de surveiller les dépenses, comme dit le ministre, les résultats sont bien peu satisfaisants. Sauf erreur, les impôts ont augmenté à quatre reprises depuis trois ans. Chacun des budgets présentés accusait un déficit considérable, bien que le ministre précédent ou le ministre actuel nous ait assuré chaque année, sans hésiter comme actuellement, que tout irait très bien et que les dépenses correspondraient aux revenus. C'est là ce que le ministre des Finances déclarait à la Chambre. Voilà trois ans que, comme chacun des députés, j'entends la même chose du ministre actuel et de son prédécesseur. Le ministre n'a cessé de nous répéter tout cela et il voudrait maintenant savoir la raison de notre incrédulité et de notre manque de confiance. C'est que le discours que le ministre vient de faire, je l'entends depuis trois ans. Il nous donne chaque fois l'assurance qu'il réduit les dépenses et fera en sorte qu'elles correspondent aux recettes.

Chaque fois, il nous dit d'attendre quelques mois, et après avoir attendu, nous constatons qu'il déraisonnait et ne savait évidemment pas de quoi il parlait. Je reconnais volontiers que le ministre et le premier ministre n'étaient au courant ni des chiffres ni de la situation au moment des élections, car si le ministre l'avait été, il n'aurait pas assuré aux Canadiens que le gouvernement serait bien près d'équilibrer son prochain budget. Si le ministre était vraiment au courant de la situation, il a sciemment trompé les Canadiens. Je ne crois pas qu'il soit homme à le faire. Je le prends pour un honnête homme. Je n'aime pas la façon dont il dirige actuellement son ministère; il est honnête mais incompetent. Je retire mes dernières paroles. J'ai dit cela pour blaguer et je le retire. Je crois que le ministre fait vraiment de son mieux. Son prédécesseur faisait aussi de son mieux, mais cela est loin de suffire pour un pays comme le nôtre, car non seulement les Canadiens payent plus d'impôts chaque année, mais cela va compromettre gravement l'emploi pour l'an prochain. Le chômage va sévir, c'est sûr et certain, car il ne peut en être autrement.

[L'hon. M. Benson.]

Le ministre et le gouvernement ont l'intention d'aller chercher un milliard de dollars dans les poches des contribuables l'an prochain. Les Canadiens ne pourront pas dépenser cet argent en biens et services comme ils pourraient le faire s'ils n'étaient pas taxés comme ils le seront à la suite de ce budget et si ce n'était de la majoration des tarifs postaux. On leur enlève un milliard de dollars, d'où un milliard de dollars de moins en biens et services. Il en résultera une forte augmentation du chômage. C'est cela qui m'inquiète.

L'hon. M. Benson: Nous prenons un milliard que nous remettons.

L'hon. M. Hees: Quand le remettrez-vous?

L'hon. M. Benson: Immédiatement. Le gouvernement n'aura pas un excédent d'un milliard.

L'hon. M. Hees: Il est certain que vous le prendrez dans le portefeuille des gens qui le dépenseraient en biens et services, cet argent ne sera donc pas dépensé. Encore une fois, monsieur le président, je prie le ministre de prendre son travail au sérieux et de convaincre ses collègues de prendre la situation au sérieux et d'aligner leurs dépenses sur leurs recettes. Je leur demande de cesser leurs dépenses effrénées et de cesser de saigner à blanc les Canadiens.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, l'actuel ministre des Finances m'avait convaincu d'au moins deux choses quand il était président du Conseil du Trésor. Il m'avait persuadé qu'il était personnellement en faveur de mesures destinées à améliorer les pensions des fonctionnaires retraités. L'ex-premier ministre, le très honorable Lester B. Pearson, m'avait persuadé que telle était aussi son attitude. Mais tous deux, l'actuel ministre des Finances et l'ex-premier ministre, m'avaient aussi convaincu d'une autre chose, que la décision finale à cet égard était d'ordre financier et que la personne à gagner à l'idée était le ministre des Finances. Je n'ai pas réussi à convertir à ma cause l'ancien ministre des Finances, mais j'espère que l'actuel ministre des Finances n'a pas changé d'idée et qu'il entend intervenir à cet égard pendant son mandat. Je n'ai aucune intention de l'agacer. Je ne veux arriver à mes fins ni par des cajoleries ni par des menaces, ce qui semble être la pratique dans certains milieux de notre entourage. Je le